

“Si la crise reprend, on est prêts”

Pandémie de Covid. Frank Robben explique n'avoir jamais autant travaillé que durant le Covid. Certains experts prédisent un rebond épidémique en automne. “*Tout est prêt, rassure-t-il. Les applications mises en pause peuvent être réactivées rapidement. Tout ce que nos équipes ont mis en place pour le contact tracing peut également être relancé. Je pense que la meilleure chose à faire, lors d'une crise, c'est de capitaliser, rationaliser, tirer des leçons. Si la crise reprend, je suis prêt.*”

- Frank Robben a défrayé la chronique lorsqu'il était au sein de l'Autorité de protection des données.
- Il revient sur ce dossier, et sur ses travaux en cours. Dont une nouvelle appli plus qu'attendue pour une meilleure communication de crise.

Frank Robben va lancer le “WhatsApp” belge comme outil de crise

Entretien Maryam Benayad et François Mathieu

Sur la réserve, sans doute en raison des nombreuses attaques dont il a fait l'objet dans la presse, Frank Robben, l'homme clé de l'architecture informatique des systèmes de soins de santé et de sécurité sociale en Belgique, a retracé son parcours au cours d'une rencontre avec *La Libre* de près de deux heures et demie. Depuis ses débuts jusqu'à la nouvelle appli qui va bientôt voir le jour...

La Banque Carrefour de la sécurité sociale, c'est vous. La carte Sis, la carte d'identité électronique, la plateforme eHealth, c'est encore vous. Vous dites que tous les 5 ans vous avez un nouveau projet. Le prochain, c'est quoi?

Je suis un grand adepte de “Re-use”, de la réutilisation de ce que nous avons fait ces 30 dernières années, à savoir travailler sur des plateformes d'échanges de données qui soient décentralisées, pour faire en sorte que les échanges d'informations se réalisent uniquement là où c'est utile. Cela a toujours été mon credo. Œuvrer à l'intérêt général, en faisant en sorte de faciliter l'échange de données, sous le contrôle de gens qui sont capables de faire des analyses de risques sur une mauvaise utilisation de ces données en fonction de leurs domaines de compétences. Ici, le gouvernement a pris la décision de me confier la conception d'une nouvelle application qui sera une sorte de WhatsApp belge en vue de mieux gérer les crises en termes de communication. On s'est en effet rendu compte que communiquer avec les citoyens via SMS ne pouvait se faire que dans un carcan de 140 caractères et que cela pouvait coûter cher auprès des opérateurs télécoms. Forcément, quand on a 19,6 milliards de transactions, d'échanges entre

prestataires de soins sur tous les citoyens, cela peut vite coûter cher. Je pense que cette appli sera prête d'ici deux semaines.

Ce serait donc une appli gratuite permettant de communiquer avec les citoyens?

Oui, les échanges seront gratuits, à partir du moment où cette nouvelle application, que l'on pourra lier à son numéro de GSM, est téléchargée et acceptée par les utilisateurs. Concrètement, le gouvernement souhaite que le secteur public puisse envoyer un message aux citoyens. Évidemment, il n'est pas question d'y intégrer de la publicité. Il doit s'agir d'un message d'utilité publique, en lien avec la santé, les risques d'inondations ou des crises comme l'Ukraine. On a aujourd'hui 8,5 millions de personnes qui ont l'appli CovidSafe. L'idée est de capitaliser sur cette appli pour en créer une nouvelle, afin de communiquer des infos en matière de santé. Celles-ci apparaîtront sous la forme de pop-up (*petites fenêtres qui s'ouvrent sur l'écran du GSM, NdLR*) quand vous avez reçu tel document ou que le gouvernement communique telle décision. Cela peut aussi être des messages d'alerte, comme Be-Alert le fait déjà. Les messages envoyés ne contiendront bien sûr pas de données à caractère personnel.

Et tout cela, sans limite de 140 caractères, donc?

C'est là tout l'avantage. Cette appli, dont le nom n'a pas encore été décidé, permettra l'envoi d'images, de textes plus longs, et même de liens vers des vidéos, ce qui peut être utile en matière de pédagogie. On

nous a d'ailleurs souvent reproché de manquer de pédagogie, ou de mal communiquer, et c'est sans doute vrai. Mais il nous a fallu travailler dans l'urgence sans cesse. Je n'ai jamais autant travaillé que ces deux dernières années, surtout pendant la crise sanitaire. Et j'avais déjà la réputation d'être un stakhanoviste. Mais soit, ici, on a un outil en développement – pour 50000 euros de coût, soit dit en passant – qui va nous permettre de mieux communiquer. Et dans la langue qu'on veut, en plus...

L'appli a pour objectif de mieux communiquer avec les citoyens.

C'est bétonné en matière de protection des données?

Je suis pour une approche coopérative. Je l'ai toujours été. On a fait un travail d'analyse, mais je suis pour qu'on en discute, pour voir si on n'a pas oublié quelque chose, afin d'évi-

ter une plainte deux semaines après le lancement (*sourires*). Mais il faut, dans ces discussions, ne jamais oublier ce qui me tient le plus à cœur: l'équilibre entre les droits fondamentaux, celui de voir ses données protégées, bien sûr, mais aussi l'accès à des soins de santé de qualité, à un droit à la protection sociale, etc., comme cela figure dans la Constitution. Je pense que le moment est venu de franchir ce pas. Cela va améliorer la communication du service public, et on ne l'utilisera que dans le sens de l'intérêt général. C'est capital, et c'est toujours ce qui m'a animé depuis le début de ma carrière. De manière plus générale, je crois aussi qu'il y a une belle marge d'amélioration de la plateforme de votre parcours santé personnalisé (sur la plateforme eHealth) – qui n'est pas encore assez fonctionnelle et conviviale – avec tout ce qu'on a appris durant la crise sanitaire.



Frank Robben nous a reçus dans son bureau de la Smals, situé non loin du site Tour & Taxis, à Bruxelles.

“Il faut réformer en profondeur l’Autorité de protection des données”

Vous avez démissionné de l’Autorité de protection des données (APD) tardivement. Comme si vous ne le vouliez pas. Vous regrettez ?

Non, je n’ai pas de regret. Je suis parti car je voulais éviter plus de problèmes à cette structure fondamentale dans notre pays. Je ne veux pas mettre en péril la confiance qu’il y a dans l’APD.

Vous avez pourtant été accusé d’y être juge et partie. Il a été question de conflits d’intérêts. Même la Commission européenne s’inquiétait du problème.

Je l’ai dit et je le répète, c’est faux. Jamais, et j’insiste, jamais je n’ai pris part à des discussions qui concernaient mes intérêts. Par contre, je suis d’accord sur une critique: le fonctionnement de l’APD, selon moi, ne va pas du tout. Il faut tout réformer.

Et donc, vous n’avez pas un petit bureau caché, quelque part, pour farfouiller dans les données personnelles des citoyens ?

Bien sûr que non. Je vous invite à ouvrir mon ordinateur. Il est là, prenez-le. Et si vous trouvez le moindre truc de ce genre, dénoncez-le. Franchement, c’est n’importe quoi. Les gens ont dit beaucoup de choses à mon sujet sans me connaître. C’est grave.

D’où viennent toutes ces critiques à votre sujet ? Pourquoi les gens qui vous connaissent grâce à l’APD ont peur de vous et des informations que vous détenez ?

Cela faisait trente ans que j’étais à l’Autorité de protection des données, qui s’appelait avant la Commission Vie privée. En trente ans, je ne posais aucun problème et puis, un jour, en 2019, je suis devenu un monstre qui fait peur. C’est n’importe quoi ! Pourquoi ? Demandez à ceux qui ont écrit toutes ces choses sur moi. Et concernant les rumeurs sur le fait que je détiens des informations, ce sont des bêtises. Je n’ai accès à aucune info, et ces infos ne m’intéressent pas. Mon travail, c’est veiller à créer une architecture permettant aux informations de circuler de façon intelligente et sécurisée. Ce débat-là a été pollué.

C’était mieux quand l’APD était encore la Commission Vie privée ?

Ah oui, c’était beaucoup mieux avant, et je le dis indépendamment des gens

qui y sont ou qui y étaient. La Commission Vie privée fonctionnait de façon plus efficace. Aujourd’hui, on est embarqués dans un combat incessant pour savoir quel droit fondamental est supérieur à l’autre. Dans mes travaux, j’ai toujours veillé à trouver un équilibre entre les droits fondamentaux repris dans la Constitution. Par exemple, durant la crise Covid, il fallait trouver des solutions rapidement tout en veillant à la santé publique, au droit et à la vie privée. Faire quelque chose qui contente parfaitement tout le monde, ça n’existe pas.

Des équilibres sont possibles, mais au sein de l’APD certains aimaient débattre un peu pour rien. Quand l’intérêt général prime, ça marche. Et cela, certains ne l’ont pas encore compris.

Vous parlez d’une réforme à l’APD. Elle est en cours. Selon vous, d’autres personnes doivent partir pour que cela fonctionne ?

Je n’ai pas à dire qui doit rester ou partir, mais je ne crois pas que mon départ a résolu les problèmes. Il y a des problè-

mes structurels dans l’organisation de l’APD. Les cinq structures autonomes qui la composent ne communiquent pas assez entre elles. Si l’un dit “A”, l’autre dira “B”. Et si le contexte n’est pas constructif, on arrive à rien. Moi, je voulais qu’on bosse sur le fond. Il m’est arrivé d’avoir des discussions avec certains membres pendant des heures, on débattait sur des détails. L’APD, c’est un organe collégial qui manque de collégialité.

Débattre, n’est-ce pas fondamental pour arriver à une solution qui convient à tous sur la protection des données ?

Bien évidemment. Mais moi, par exemple, je ne suis pas médecin et je ne vais pas donner d’explication sur le domaine médical. D’autres, à l’APD, ne se privaient pas. Cet organe devrait être plus multidisciplinaire, que d’autres experts y soient invités pour un vrai débat de fond. Sinon, on risque de prendre des décisions au nom d’une protection de données qui est contraire à l’objectif visant à fournir des soins de qualité. Vous avez raison, les données personnelles, c’est quelque chose qui mérite d’être bien débattu pour arriver à une solution. Sauf qu’à l’APD ça ne marche pas toujours comme cela.

“J’ai toujours veillé à trouver un équilibre entre les droits fondamentaux repris dans la Constitution.”

Frank Robben, l'architecte en chef de l'informatisation des données en Belgique

Portrait Maryam Benayad et François Mathieu

Bonsoir. C'est donc vous, le docteur Jekyll et Mister Hyde de l'Autorité de protection des données? Où préférez-vous qu'on vous appelle le gourou des systèmes informatiques de l'État belge?

Avouons-le. En commençant l'entretien avec Frank Robben, on ne sait pas trop comment le qualifier. Notre entrée en matière le fait légèrement sourire. "Tant que c'est de l'humour", dit-il...

Car il l'admet, il s'en est pris, des coups, en plus de 35 ans de carrière. Les problèmes récents au sein de l'Autorité de protection des données (APD), c'est un grain de sable dans son parcours. Plutôt un gros caillou... Même s'il n'avouera pas qu'il digère assez mal cette saga. Il le répète, sa vie ne s'arrête pas à cet épisode-là. Frank Robben a bien d'autres "joujoux".

L'appel de Jean-Luc Dehaene

La carte d'identité électronique, c'est lui. La plateforme e-Santé, c'est lui. Le système informatique pour le contact tracing durant la crise sanitaire, c'est lui. Le PLF, le fameux document à remplir pour voyager durant le Covid? Les certificats digitaux de vaccination, de test et de vaccination? Le Covid Safe Ticket? CovidScan pour vérifier votre Covid Safe Ticket? C'est lui, lui et encore lui. "Pas pour la gestion de données, mais bien pour faciliter leur échange de façon contrôlée et sécurisée, et ainsi simplifier la vie des citoyens."

Cette phrase, Frank Robben va la répéter à l'envi durant l'entretien. Comprenez: il ne s'intéresse pas aux données privées, ni à la politique, mais à leur partage sécurisé.

La carrière de Frank Robben a débuté il y a des années. Il a 24 ans quand un certain Jean-Luc Dehaene (CVP, devenu CD&V) le contacte. Celui qui était à l'époque le ministre des Affaires sociales a lu une interview du jeune homme concernant son mémoire – primé – de fin d'études et son projet de thèse.

L'objet du manuscrit? La création d'une banque carrefour de sécurité sociale. Car le dada de Robben, c'est l'informatique et le droit. L'homme est juriste et informaticien de formation. Pour ne pas choisir, il a fait les deux. Il s'imaginait dans une carrière académique bien calme et ronronnante. Mais l'appel de Dehaene en suscita d'autres. Il sera contacté pour des projets au cours de toutes les législatures depuis 1984.

"Je suis un fonctionnaire loyal"

L'arène politique, il ne la quittera plus. "J'ai travaillé pour des ministres de toutes les familles politiques. On me prête souvent les couleurs du CD&V parce que c'est Dehaene qui m'a contacté le premier, mais je suis un fonctionnaire loyal pour tous les gouvernements", justifie Frank Robben.

Depuis ce jour, il en a créé, des choses. Sa plus grande fierté, c'est forcément la con-



ENNIO CAMERIERE

Frank Robben a 61 ans, mais ne songe pas un instant à la retraite.

"J'ai connu des hommes et des femmes politiques et j'ai connu des hommes et des femmes d'État. Je préfère la dernière catégorie."

crétisation de son mémoire de fin d'études en un outil fondamental en Belgique: la Banque Carrefour de la sécurité sociale (BCSS).

Et souvenez-vous de la fameuse carte Sis, précieux sésame – disparu aujourd'hui – lorsque vous vous présentiez chez votre médecin ou à votre mutuelle. La carte grise aux points jaunes a été supplantée par un système désormais lié à votre carte d'identité, munie d'une puce depuis quelques années. "Pour l'anecdote, la couleur de la carte Sis avait fait l'objet de longues heures de débats. On a finalement opté pour le gris, comme ça aucune mutuelle ne pouvait râler sur une autre."

"On se moquait, mais c'était drôle"

Des anecdotes, il en a d'autres. "On avait un long débat sur la nécessité d'intégrer, ou non, le numéro de Registre national sur la carte Sis. Tous les ministres étaient pour, sauf un. La décision a donc été validée. La carte Sis a été un franc succès, au point que... le ministre récalcitrant a eu l'idée de faire graver le numéro de Registre national sur les vélos pour lutter contre le vol des bicyclettes. Tout ça pour vous dire quoi? Que c'est drôle, oui, mais que les gens, avant, travaillaient avec des intentions constructives. Il y avait du respect. On se moquait, mais c'était drôle, pas pour blesser. Il y avait de la créativité, c'était constructif."

Pourtant, Frank Robben n'a pas la réputation d'être un gai luron. Au sein de l'Autorité de protection des données, il n'avait pas que des amis. "J'ai des défauts, j'en ai plein même, vous pouvez même demander à ma femme. Je peux être dur, très dur parfois. Je suis hyperperfectionniste, un peu trop stakhanoviste, même si, avec le temps, ça se calme. Par contre, je n'ai jamais manqué de respect aux autres. Et si les gens ont un problème avec moi, je préfère qu'on se le dise en face, plutôt que de m'envoyer des messages à travers la presse."

Une carrière en politique? "Non, merci"

À 61 ans, il ne pense pas à la retraite. Ce qui devrait satisfaire ceux qui estiment que "Robben est si puissant que, sans lui, la Belgique replonge au XIX^e siècle". De quoi flatter son ego. Mais l'homme ne réagit pas. "La retraite, non, je risquerai de m'ennuyer. J'ai quatre petits-enfants et je m'amuse bien avec eux. Mais j'aime bien créer des systèmes digitaux qui ont des valeurs ajoutées pour les citoyens et les entreprises", lance-t-il, lui qui compile ses (nombreuses) idées sur son site internet. "Au moins, tout est transparent sur tout ce que je fais."

Et pourquoi pas une carrière en politique? "Non merci, je préfère développer du travail de fond, rétorque-t-il en souriant. J'ai connu des hommes et des femmes politiques et j'ai connu des hommes et des femmes d'État. Je préfère la dernière catégorie. C'est souvent avec eux que j'ai le plus travaillé. Et c'est ce qui m'anime. Peu importe la couleur politique, il y a d'abord du respect. C'est cela qui parfois manque cruellement."

EXPERT EN CYBERSÉCURITÉ

Axel Legay

Cette semaine, on apprenait que le SGRS, le service de renseignements militaires belges, aurait acheté du matériel à Huawei, malgré les mesures de dissuasion liées aux accusations, fondées ou non, d'espionnage de la part du géant chinois, très proche du pouvoir. Même si les autorités belges démentent, cela pose la question des alternatives qui s'offrent concrètement à la Belgique. "Vers qui on se tourne? Les États-Unis? Les Français? Les Chinois? Il y a une guerre commerciale en plus de la guerre d'espionnage. Il faut choisir un camp, mais, même là, on ne peut pas faire totalement confiance au partenaire qu'on choisira", commente Axel Legay à ce propos. Professeur à l'UCLouvain spécialisé en cybersécurité, il critique le manque d'ambition de l'Europe au

niveau technologique, malgré les investissements massifs. Le diable se situerait dans les volontés de régulation complètement en décalage avec la réalité. Et lorsqu'on parle de métavers et de potentielle révolution digitale, du Web 3.0, il espère que l'Europe se réveillera à temps pour ne pas laisser passer le train et louper toutes les opportunités commerciales et sociétales. "Il faudrait écouter un peu plus quelqu'un comme Mathieu Michel. Les critiques sont faciles, mais, moi, je soutiens totalement ses idées. Elles ont au moins la volonté de nous rendre plus attractifs et de nous poser des questions scientifiques. C'est un message qui doit passer au niveau européen", lance-t-il. Mais se lancer dans le Web 3.0 ne veut pas dire fermer les yeux sur les dangers qui en découlent. Mais pour lui, pour s'y préparer, il faut tester.

"On peut vous identifier grâce à votre empreinte cybernétique"

Entretien Antonin Marsac

On parle beaucoup du métavers. Pour vous, quels sont les intérêts?

Côté économique, c'est la nouvelle génération d'Internet, le Web 3.0. Celui qui maîtrisera le métavers contrôlera cet Internet 3.0. Les possibilités sont très vastes. Il faut aussi voir les possibilités en termes de services de stockage, de traitement des données et de la valeur qui en découle, etc. On peut même acheter des propriétés immobilières virtuelles, c'est un nouveau modèle économique.

N'y a-t-il pas un fantasme de l'argent facile parfois, créé à partir de rien?

C'est comme pour certaines œuvres d'art contemporaines. Certains ont bien réussi à vendre des excréments... On fait de l'argent avec tout. Il suffit que quelqu'un décide que ce soit rare pour que ça le devienne. C'est subjectif. Le métavers a des points positifs, mais peut avoir des effets pervers.

Le nombre de données échangées va exploser.

Il y a effectivement un danger que les gens perçoivent beaucoup moins, c'est que vos données sont récupérées pour ce qu'on appelle la qualité de service. Cette qualité de service, on l'accepte souvent en validant des contrats utilisateurs, mais on n'a aucune garantie par rapport à la façon dont c'est implémenté. Et quand on a des Gafam (géants de la tech) qui se trouvent à l'autre bout du monde, vérifier ces procédures qui sont peu – ou pas – transparentes, c'est difficile.voire impossible.

Vous parlez d'"empreinte cybernétique", sorte de cumul de données permettant de profiler les gens.

Il faut comprendre que tout cela s'amplifie à partir du moment où le nombre d'interactions avec le système augmente. Les gens ont peur qu'on leur vole leurs coordonnées bancaires, mais il y a des choses plus insidieuses. Votre comportement est scruté afin d'améliorer votre expérience utilisateur. Dès lors, on pourrait analyser vos comportements et utiliser ces informations pour en déduire un certain nombre

d'éléments. Dans les jeux vidéo, les interactions se font pour le moment via un clavier ou une manette. Avec un casque et éventuellement des capteurs, on peut voir le mouvement de l'entièreté de votre corps. C'est bien plus puissant que de juste voir sur quelles touches vous appuyez. Et des études montrent qu'à partir d'un certain nombre de mouvements on peut vous caractériser de façon unique. C'est ça, l'empreinte cybernétique. C'est d'ailleurs déjà possible de vous identifier à votre façon de marcher.

Un profilage dangereux?

L'axe principal, c'est la transition des données. Parfois, on les récupère de façon anodine, mais on ne perçoit pas encore tout ce qu'on peut extraire avec des data analystes. Les algorithmes de datamining d'intelligence artificielle sont extrêmement puissants. Toute la question est de savoir comment on va utiliser cette technologie. C'est comme pour l'uranium: on peut le mettre dans des centrales pour donner de l'électricité ou le mettre dans des bombes. C'est l'humain qui décide, pas le composant.

Des données banales pourraient devenir critiques?

Dans le RGPD (Règlement général de protection des données), il faut savoir qu'il y a une distinction entre données de santé et données qui peuvent, par transitivité, devenir des données de santé. Un exemple typique, c'est que si vous êtes trop agité, que vous bougez trop la tête, ce qui n'est pas une donnée de santé de prime abord, cela va tout de même permettre de voir si vous souffrez d'un problème lié à cette surexcitation. Et ça devient une donnée de santé. Le métavers, en ouvrant l'entièreté du corps plutôt que certains comportements à la collecte de données, nous expose beaucoup plus aux collectes qui peuvent mener à des informations sensibles.

Comment encadrer cela juridiquement?

On ne sait pas s'il y aura un ou plusieurs métavers, mais on sait qu'il y a un RGPD en Europe, ce qui n'est pas le cas aux États-Unis. Si ces deux univers fonctionnent ensemble, comment va-t-on faire? Comment les lois vont s'y appliquer? Quel type de métavers veut-on et par qui? Les Gafam? Je ne suis pas partisan de les ignorer. En Europe, on fait des règlements et,

pendant ce temps, le reste du monde avance. Il faut qu'on comprenne que s'il y a de la demande, si quelqu'un y répond, les gens vont s'y précipiter. Autrement dit, tant que l'Europe fera des règlements plutôt que ses propres Gafam, les gens l'ignoreront. Et la réponse européenne est catastrophique en la matière. On a une des meilleures éducations mondiales et derrière on ne l'exploite pas.

Il faut bousculer les choses...

Il faut prendre des risques. C'est quasiment toujours rentable. L'immobilisme, lui, coûte énormément d'argent et ne rapporte rien. C'est aussi ce qu'il faut faire comprendre aux investisseurs potentiels, il faut de la confiance pour développer les géants européens.

On parle souvent des champions européens justement, comme OVH (groupe français spécialisé dans l'hébergement de données, le cloud), etc. Mais peut-on lutter face aux géants américains par exemple?

On a des champions... mais ils sont bridés. Les pays qui les mettent en place ne veulent pas qu'ils deviennent "européens". L'identité européenne du numérique, elle n'existe pas. Il y a des produits français, belges, lettons... mais on est incapable – et c'est catastrophique quand on voit l'argent qui y est injecté – de voir plus grand et à long terme. Au lieu de voir OVH comme groupe français, on pourrait le voir comme un groupe concurrent d'Amazon et le mettre plus en avant au niveau européen.

Mais ça se développe en Europe, en particulier pour le stockage dans les data centers présents chez nous.

On a quand même des gens qui n'en veulent pas car ils disent que ça consomme trop d'énergie...

Mais c'est vrai ou ce sont surtout des discours hors-sol?

C'est le discours de certains politiciens, ça n'a aucun sens. Les data centers sont inévitables. Il faut des politiques énergétiques pour les optimiser. Mais ça, ils ne le comprennent pas. Stocker toutes nos données sur les serveurs Amazon ou Microsoft, c'est se rendre dépendant de ces entreprises. Pendant le temps où nous tergiversons, les autres avancent et accaparent tout le business. Au niveau de la 5G, même combat. On perd un temps fou avec les consultations citoyennes avant même d'avoir déployé un démonstrateur 5G pour faire des tests...



Pour Axel Legay, l'Europe doit se doter d'une identité numérique forte pour être compétitive. Ce qui passe par une expertise technique, mais également une prise de conscience politique.

“On a laissé les Gafam se répandre comme une traînée de poudre”

Vous êtes aussi connu pour avoir créé l'application de tracing Coronalert. C'était compliqué au niveau protection des données?

Le challenge n'était pas le RGPD car tout était anonymisé. Il n'y a rien d'identifiable sur les téléphones. Mais le système de tracing vous identifie car il faut bien que, si vous faites un test, le résultat puisse être envoyé. Le Covid Safe Ticket (CST), c'est la même logique. Il y a eu des critiques et on aurait pu améliorer certaines choses, mais le positif dans cette histoire, c'est qu'on s'y est intéressé. Avant cela, les problèmes de l'APD (Autorité de protection des données), on ne les voyait pas... Comme on ne répondait pas aux questions de la Ligue des droits humains (LDH). Ça a donc permis aux juristes et aux informaticiens de se parler, ce qui est la difficulté principale. L'APD a pu comprendre pourquoi certaines demandes étaient tout bonnement inapplicables et les informaticiens ont pu également comprendre le pourquoi de certaines règles du RGPD. Ça a été des discussions

effrénées, mais ça a apporté beaucoup au pays. Et je suis toujours un peu attristé par le fait que certains se concentrent sur “l'exécution” de Frank Robben (*voir son interview pp.10-11*). Le temps qu'on a consacré à Frank Robben n'a pas été utilisé pour montrer les avancées positives. Et on a laissé les Gafam se répandre comme une traînée de poudre. Et les gens leur fournissent toutes leurs données sensibles.

Les critiques vis-à-vis de Frank Robben sont-elles exagérées?

Le Frank Robben agressif, qui humilie tout le monde comme certains laissent entendre..., franchement... Oui, il est directif, mais j'ai eu des tonnes de réunions où il était présent et je n'ai pas vu d'agressivité. Certains s'effondrent à la moindre remarque. Quand on dirige 200 personnes, on ne peut pas passer une heure avec chacun. Mais Frank Robben n'est pas le monstre qu'on a décrit. Il faut aussi noter qu'on lui demandait de réagir en 24 heures à chaque changement dans la gestion de la crise

Covid. L'autre chose, c'est que, quand Robben disait qu'il allait démissionner, personne ne voulait reprendre son poste. Ça le légitimait complètement.

Il était partout, par contre, non?

C'est juste un homme de 61 ans qui est là depuis trente ans (*il a démissionné de l'APD en février, mais reste à son poste à la Smals par exemple, le spécialiste informatique de la sécurité sociale. Cette double casquette avait d'ailleurs été fortement critiquée, NdlR*), il nous a beaucoup aidés pendant la crise. On ne balaie pas trente ans de carrière pour une année de gestion. Mais le problème avec Robben et le système derrière, c'est que, si demain il a un accident de voiture, comment ça tourne? Ce qui m'importe, c'est donc de savoir comment on construit le système de demain, en prenant en compte le fait que certaines personnes puissent disparaître. Il faut casser l'omniprésence de certains et créer un système plus collectif.

“Frank Robben n'est pas le monstre qu'on a décrit.”

A. Msc.